

Où va la dette publique ?

Michel Husson
Université d'été du CADTM
Juillet 2009

Trois questions

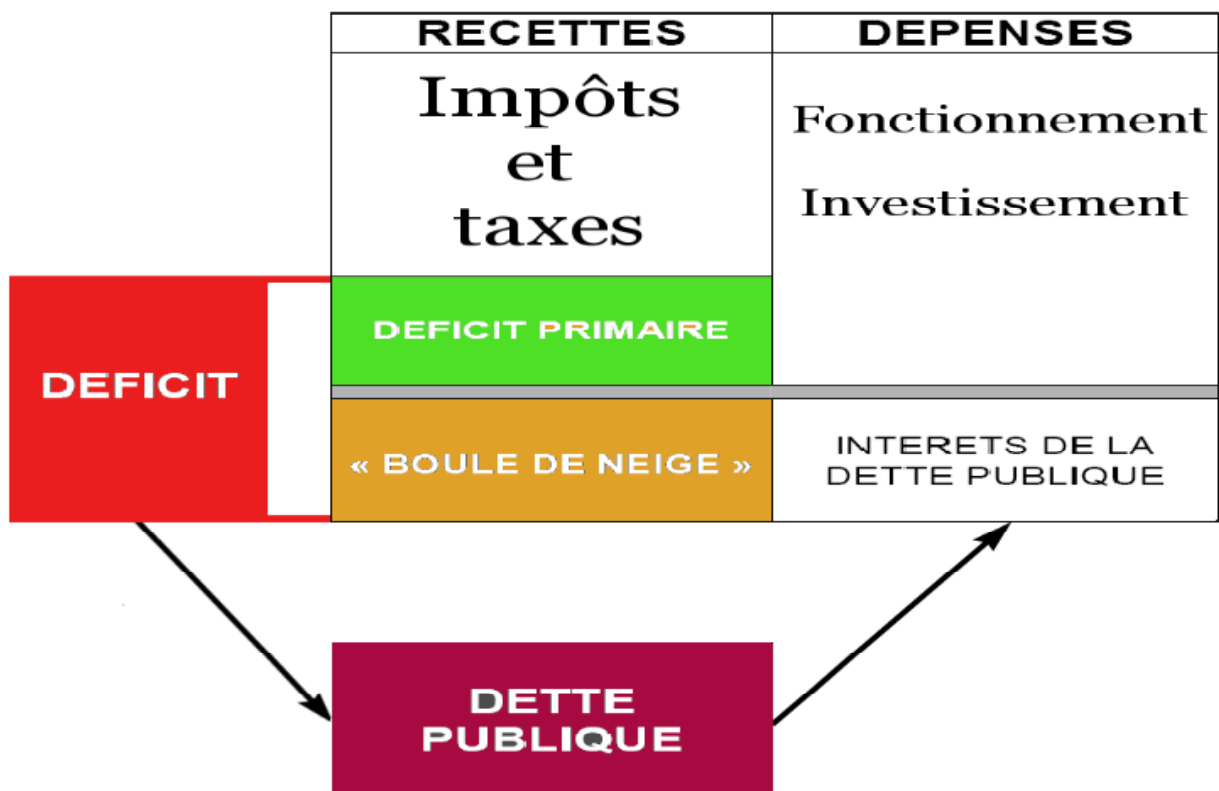
- 1) quel impact de la crise sur la dette des Etats ?
- 2) quelles politiques d'ajustement à terme ?
- 3) quelles alternatives ?

Un dérapage budgétaire généralisé

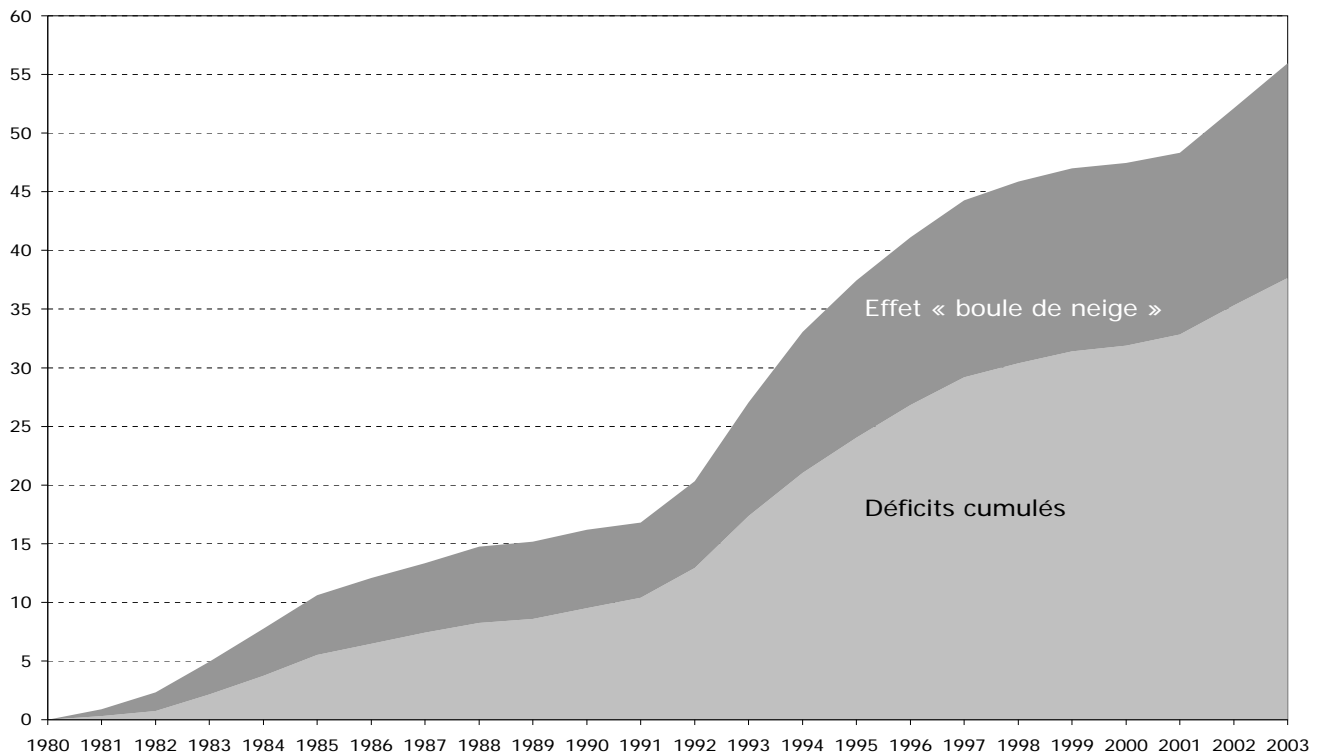
Deux causes se cumulent :

- **L'effet « normal » d'une récession :**
les recettes chutent, les dépenses continuent
- **Les plans de relance :**
des dépenses supplémentaires

Rappel : la structure du budget



Les composantes du ratio de la dette en France (dette en % du PIB)



Pourquoi les déficits ?

- Dépenses excessives ► NON
- Effet « boule de neige » des intérêts:
OUI ► dans les années 90
- Recettes en baisse :
OUI ► cadeaux fiscaux

La signification sociale de la dette

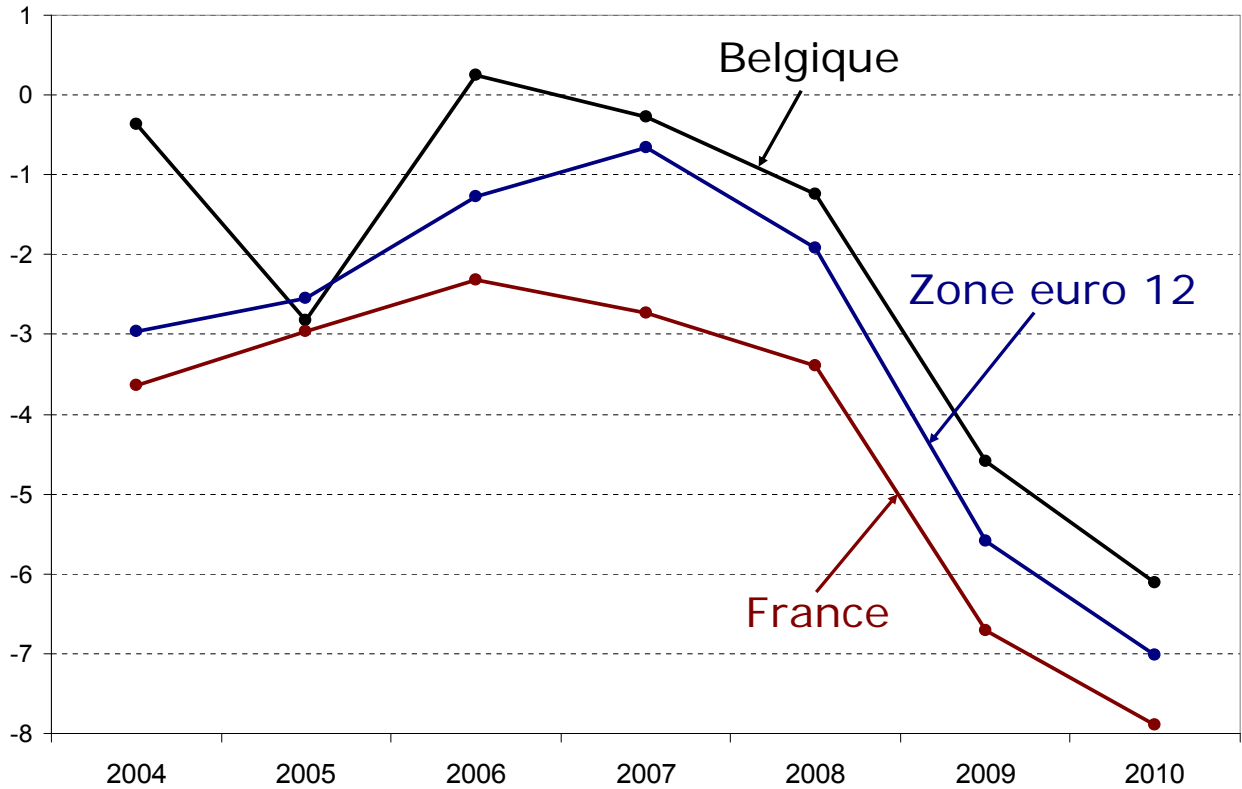
- ✓ dépenses socialement utiles
 - ✓ investissement public = dette légitime
 - ✓ dépenses « excessives » ou cadeaux fiscaux ?
 - ✓ un fardeau pour les générations futures ou un cadeau aux rentiers ?
-

La stratégie néo-libérale

- ✓ critères de Maastricht et Pacte de stabilité
- ✓ concurrence fiscale et déséquilibre budgétaire
- ✓ la « résistance des besoins sociaux »
- ✓ quelle « productivité » des services publics ?

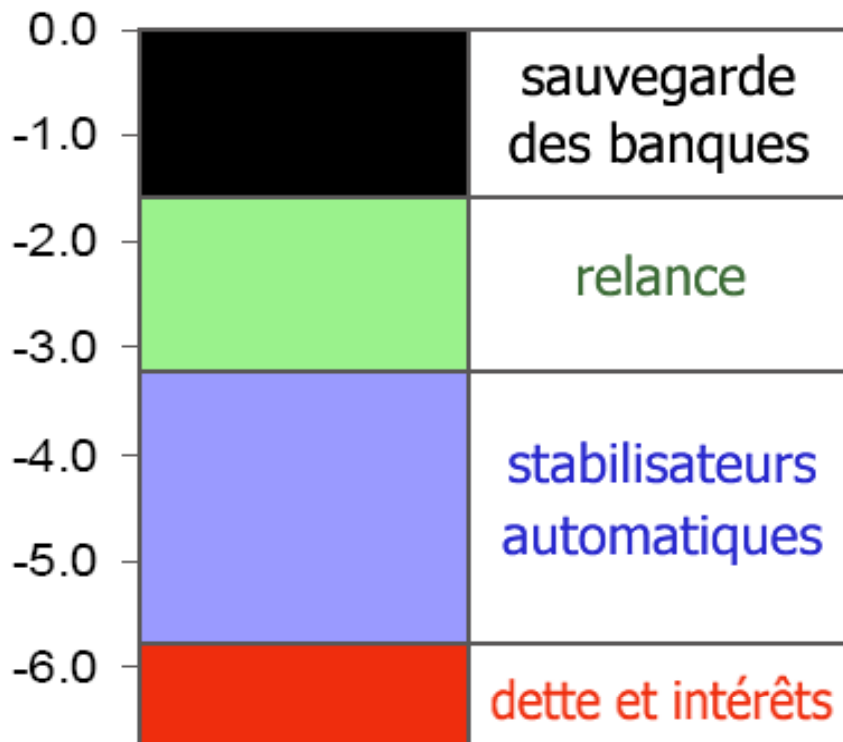
Le creusement des déficits

(en % du PIB)

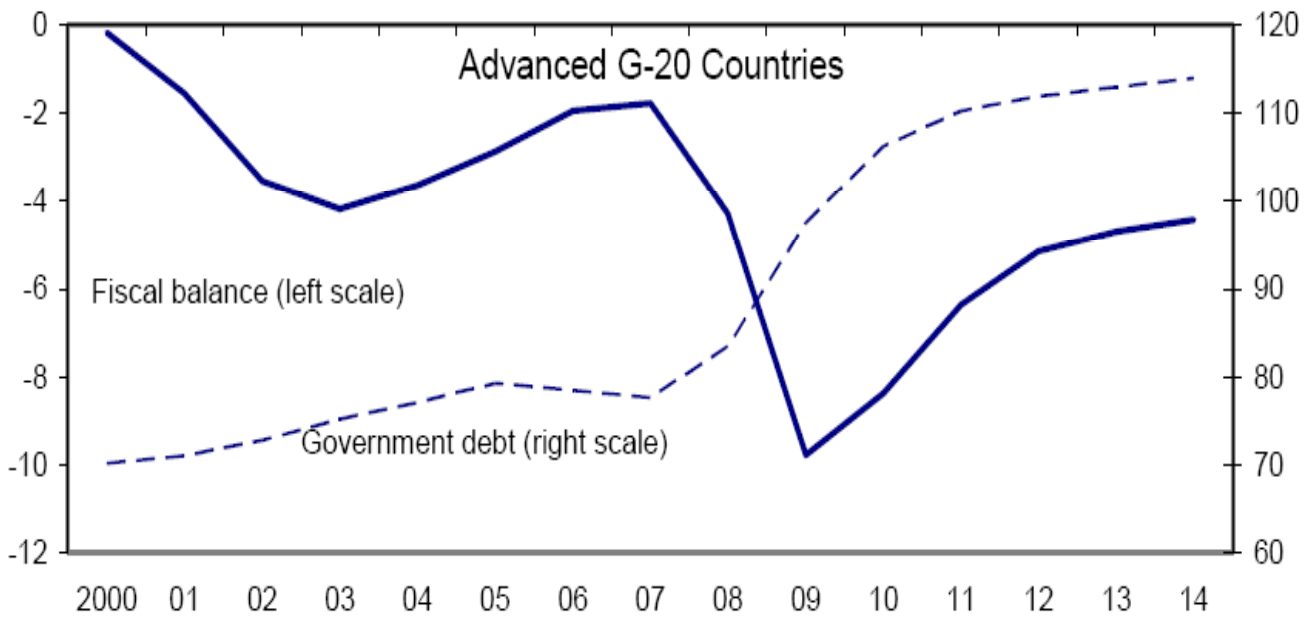


LES FACTEURS DE DÉFICIT SUPPLÉMENTAIRE entre 2007 et 2009

Pays « avancés » du G20. En % du PIB.

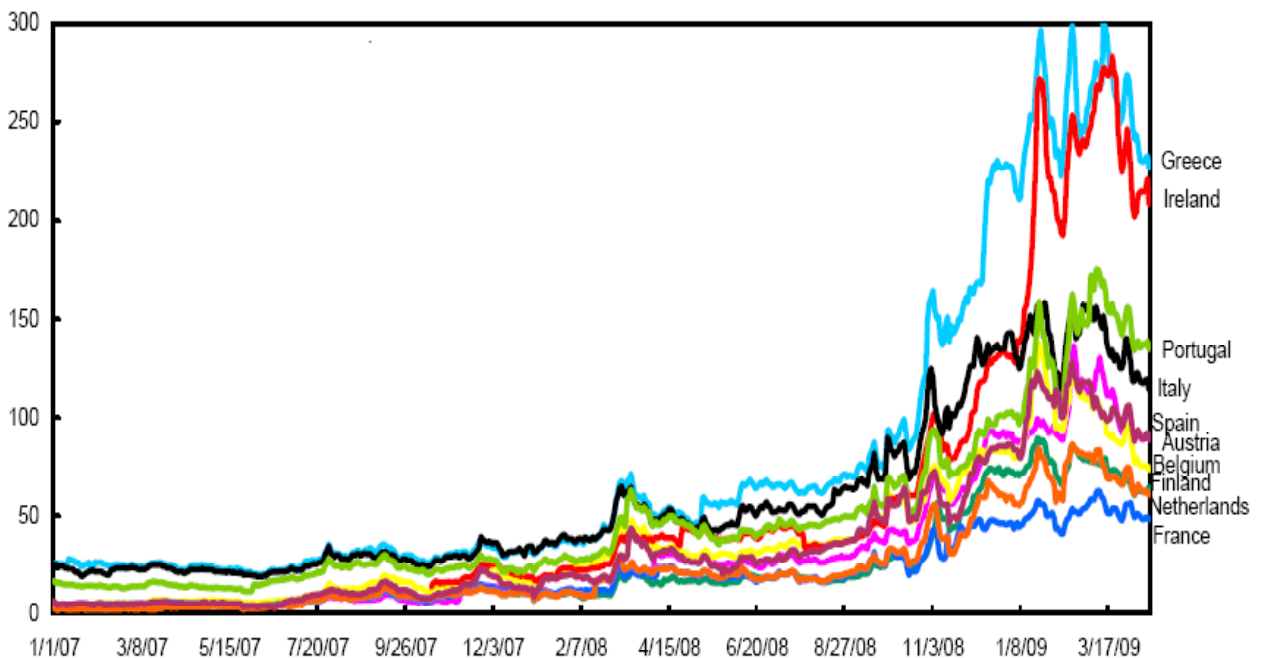


Les perspectives du FMI



Source : *Fiscal Implications of the Global Economic and Financial Crisis*
<http://gesd.free.fr/fiscafmi.pdf>

En Europe:
écart grandissant des conditions
de financement du déficit public



Ecart de taux par rapport à l'Allemagne, en points de base. Source : FMI

Le FMI annonce la couleur

- 1) les programmes de relance fiscale, s'ils sont bien conçus, ne devraient **pas peser de manière permanente** sur les déficits ;
- 2) une fois que les conditions économiques se seront améliorées, des engagements de moyen terme, étayés par des politiques clairement identifiés et par des **dispositifs institutionnels adéquats**, doivent programmer le rééquilibrage budgétaire ;
- 3) **des réformes structurelles** devraient être mises en œuvre pour améliorer la croissance ;
- 4) les pays confrontés à des pressions démographiques doivent fermement s'engager à établir des **stratégies bien définies de réformes des systèmes de santé et de retraites**.

Ce qui nous attend

Patrick Artus (*Flash* n°254, juin 2009) :

« **Quelques années très dures pour les salariés** »

L'OCDE

- « pour aider les personnes en difficulté, certains pays ont étendu la durée et les niveaux de la protection sociale. Si une telle action est compréhensible dans les circonstances actuelles, **ces mesures devront être réduites** lorsque l'activité se sera redressée »

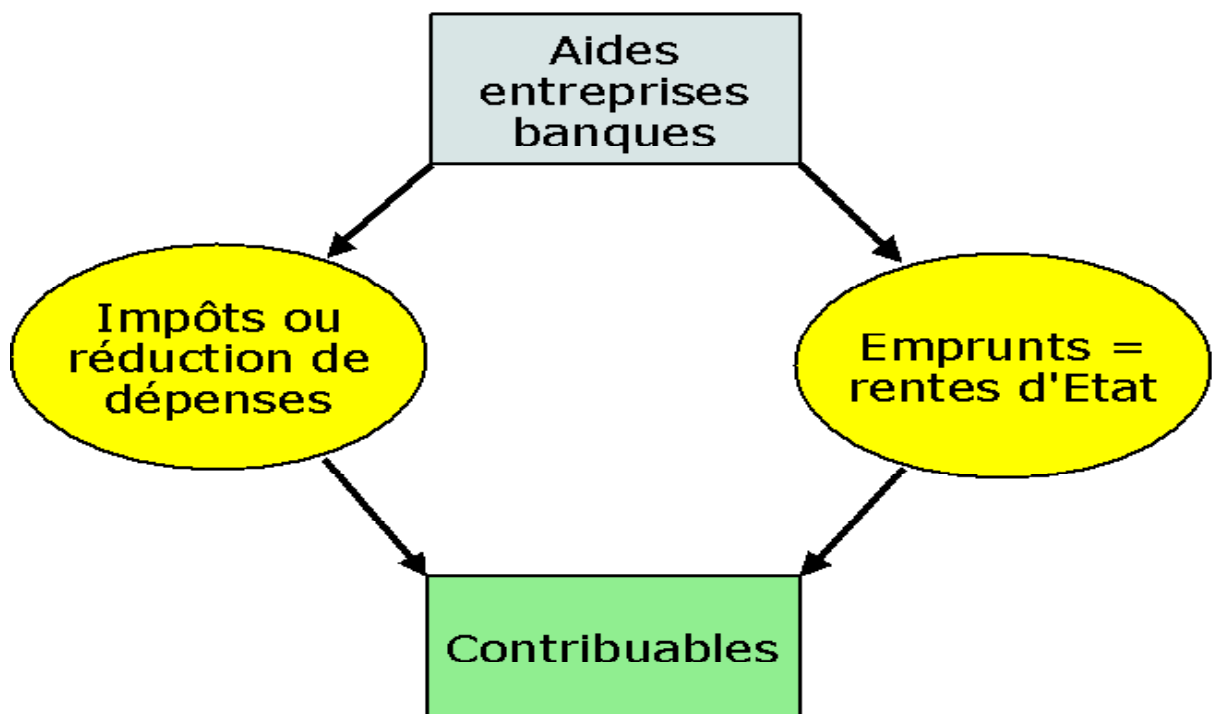
Le FMI (bis)

« Les mesures prises pour soutenir la réduction de la durée de travail et l'augmentation des avantages sociaux - **aussi importantes qu'elles soient** pour accroître les revenus et maintenir la main d'œuvre sur le marché du travail - devraient être **intrinsèquement réversibles** »

Le message de l'OCDE

- *Des plans d'action ambitieux mettant l'accent sur la **réduction des dépenses** plus que sur l'augmentation des impôts*
- L'assainissement prévu prend la forme d'une baisse des dépenses primaires publiques (...) parce que **l'augmentation des recettes fiscales pourrait avoir des conséquences négatives sur le potentiel du côté de l'offre.**

Pour les néo-libéraux, ce sont les contribuables qui doivent renflouer les banques et les entreprises



Éléments d'alternative

- ✓ progressivité (impôts directs)
 - ✓ imposition unifiée du capital en Europe
 - ✓ « annulation » de la dette
par un impôt exceptionnel sur les patrimoines
 - ✓ renouer avec la socialisation
par extension des services publics
et de la protection sociale
-